

GROUPE OBLOMOFF

## Le salaire de la peur

*De février à mai 2009, une réforme du statut d'enseignant-chercheur s'inscrivant dans le prolongement de la loi sur l'autonomie des universités a suscité un mouvement de protestation dans les universités et les instituts de recherche de la France entière. Le texte suivant a été écrit à cette occasion dans le but d'élargir le débat.*

*«— Et nous? On n'est pas des morts qui marchent?  
C'est moche de pourrir vivant, tu sais. »*

Henri-Georges Clouzot, *Le Salaire de la peur*, 1953.

On a occupé et réoccupé les universités, inlassablement; collé des affiches et écrit des tracts; manifesté pendant des jours entiers; respiré beaucoup de gaz et forcé des cordons de CRS; assisté à des AG et organisé des commissions, des cours hors les murs et des projections; occupé au petit matin tous les locaux imaginables avant de se faire sortir à coups de matraques. Pour quiconque n'est pas un révolutionnaire professionnel, c'est fatigant, c'est pénible, et passé les moments d'exaltation, il faut arriver à l'aube à la fac, repartir tard; traîner dehors sous la pluie avec les mêmes déceptions en fin de cortège; batailler avec des anti-bloqueurs; dormir moins et laisser de côté les choses qui nous tiennent à cœur.

Tout ça pour quoi? Pour réclamer un emploi stable et un salaire décent. Qu'il s'agisse du mouvement contre le CPE (contrat première embauche) ou des grèves de l'université contre la LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités) et le contrat doctoral, on retient finalement une seule revendication de fond: obtenir une

place dans l'appareil productif national, le droit d'aller se faire salarier. C'est légitime, bien sûr, de se battre pour ne pas être jeté dehors à n'importe quel moment, suivant le caprice d'un chef, qu'il soit patron ou président d'université. Légitime, de refuser d'être traité en stagiaire, en lardin, pendant des années. Il est bien compréhensible que la précarité soit devenue la question centrale aujourd'hui. Il est tout aussi logique que, d'un point de vue individuel, l'argent et la garantie statutaire puissent faire figure d'abri, au moins temporaire ; il faut bien faire avec le monde tel qu'il est. Mais la réflexion collective n'a pas été à la hauteur du temps passé et des efforts investis ; c'est triste, la parole a été laissée aux mots d'ordre creux des organisations.

Ce sont toujours ces mots sans épaisseur qui résonnent, de banderoles en slogans, de tracts en prises de paroles, dessinant en point de mire le sinistre modèle des Trente Glorieuses. Comment expliquer cette étrange nostalgie, cette pensée à courte vue si peu à la hauteur de la situation historique ? D'où vient un tel manque d'imagination, un tel manque d'audace et de courage intellectuel ? Il semble qu'il faille en chercher la clé dans l'angoisse qui traverse l'époque, et que chacun s'accorde aujourd'hui à traduire par l'idée de « précarité ».

C'est justement parce que la lutte contre la précarité est cruciale que l'on ne peut se contenter de demander du fric et du service public, ou un CDI, quel qu'il soit. On ne peut pas la réduire à une question de statut et de moyens financiers. Et contrairement à ce qu'on entend partout, on n'en viendra pas à bout en changeant certains paramètres (« augmenter la part de la valeur ajoutée destinée au salariat », « augmenter le nombre de postes de chercheurs », « augmenter le nombre d'allocations de thèses »). C'est la nature même de nos sociétés qui est en jeu, notre manière d'habiter le monde, ce que l'on décide de produire et à quelles fins.

La précarité, ce n'est pas seulement un « emploi aidé », des horaires fluctuant à l'envi et le travail dominical forcé. C'est se demander si le métier qu'on exerce existera encore dans cinq ans; ne rien laisser derrière soi dont on puisse être fier et où l'on puisse se reconnaître; ne jamais savoir si les gens que l'on côtoie quotidiennement ne seront pas mutés par leur boîte à l'autre bout du pays, ou du monde; ne pas reconnaître les lieux où l'on a grandi après le passage des promoteurs et des urbanistes; se demander s'il faudra faire une FIV (fécondation in vitro) pour avoir un gosse; craindre la nourriture que l'on mange, l'air que l'on respire; les conséquences des récentes catastrophes nucléaires; s'inquiéter des prochains virus ou se douter que les poissons que l'on va pêcher dans la rivière d'à côté ne sont plus comestibles. Ce que traduisent tous ces sentiments, c'est que nous avons perdu toute maîtrise sur notre environnement matériel immédiat, sur ce qui fait la substance de notre vie quotidienne. Et dans cet univers faussement confortable et foncièrement hostile, prospèrent les inclinations les pires de la nature humaine. Survivre, dans le monde du travail et en dehors, passe par la séduction des puissants et l'intimidation des faibles. Chacun se mue en petit tacticien anxieux de sa propre image, s'interdit de dire ce qu'il pense, et bientôt s'interdit de penser.

Cette crispation est la raison principale de notre incapacité à penser au-delà d'un emploi stable et d'un salaire honnête, même au plus fort de mobilisations politiques d'envergure. La précarité, dans laquelle beaucoup d'entre nous baignent constamment, finit par nous miner; et nos révoltes, rythmées par nos incertitudes, sont elles aussi minées. Aussi précaires que notre condition sociale. Dans leurs grandes lignes – syndicales – et malgré leur obsession à ne pas se contenter de critiques négatives, à être aussi une force de proposition, elles ne défendent jamais qu'un sordide aménagement du même. Comme si, pour envisager

l'avenir avec sérénité, des garanties comptables étaient plus importantes que, par exemple, une indépendance d'esprit et des savoir-faire techniques suffisants pour n'être pas condamné, à la moindre interruption des flux d'alimentation et de divertissement, à errer comme un enfant perdu. Comme si le fait d'amasser les bons points retraite dès l'âge de vingt-deux ans était plus important que de défendre un monde où les vieux ne seraient ni une charge pénible, ni un segment de marché. Comme s'il fallait se réjouir du fait que, grâce à la sécurité sociale, une vie entière sous perfusion médicale soit désormais largement accessible, alors que la santé humaine se dégrade. La prise en charge bureaucratique de l'existence n'est qu'un triste substitut de la vie sociale, et sera d'un maigre secours dans un monde de l'obsolescence permanente, des nuisances toujours plus nombreuses et de la rivalité narcissique. Les étudiants en ont d'ailleurs un aperçu sous leurs yeux : leurs plus fidèles alliés, c'est chez les plus précaires des enseignants et personnels qu'ils les ont généralement trouvés, ainsi que chez les plus jeunes maîtres de conférences, voire certains professeurs marginaux. En revanche du côté des installés, ils n'ont trouvé que la ronde interminable des petits persécutés, suffisamment lâches ou arrivistes pour faire l'éloge de la prise de risque permanente, du haut de leur statut taillé dans le marbre.

\*

Certes, les politiques de « libéralisation » de l'économie dénoncées par les mobilisations récentes – privatisation des services publics, de l'Université, casse des statuts et augmentation de la sous-traitance, réformes du contrat de travail – constituent un pas de plus vers le pire. Personne ne nie qu'il est désarmant de voir les entreprises nationalisées passer aux mains des multinationales, avec tout ce que

cela implique : hausse des tarifs, dégradation du service, objectifs de rentabilité, et tout l'attirail du marketing. Les classes moyennes et les plus pauvres en sortent fragilisés. Mais le tournant néo-libéral, la recomposition de l'appareil bureaucratique, sa cession aux grandes firmes, révèle, plus profondément, une modernisation initiée lors des fameuses trois décennies de « développement », les Trente Glorieuses.

Le miracle économique qui suscite dans les mouvements sociaux d'aujourd'hui tant de soupirs nostalgiques s'est opéré par le biais d'une dépossession croissante des activités quotidiennes au profit d'administrations publiques ou privées. Les savoir-faire agricoles ont été expropriés au profit de l'Inra (Institut national de la recherche agronomique); notre alimentation à des chaînes de distribution sur lesquelles nous n'avons aucune prise, de même que nous avons délégué la gestion des déchets, de l'eau, l'entretien des espaces naturels et des monuments, jusqu'à notre capacité à nous divertir et à nous représenter le monde, cédée à la télévision d'État puis aux grands groupes médiatiques. Il n'est pas étonnant que chacun ait du mal à se reconnaître dans un monde dont il n'est plus responsable que de manière fictive. Savoir qui l'on est, cela passe aussi par la capacité à façonner son environnement immédiat, à établir soi-même et avec d'autres ses propres besoins. Dans ce monde administré, l'identité se réduit comme peau de chagrin. Il ne reste, pour s'identifier, que la vie intime – largement formatée par le rayonnement de la psychologie de masse et l'emprise du marketing – et le métier que l'on exerce.

C'est dans la société de masse administrée à grande échelle que l'identité repose le plus sur l'emploi, et que, par conséquent, la détresse psychologique que provoque sa perte est la plus grande. Mais c'est aussi dans un tel

ystème, qui ne doit sa survie économique qu'à des gains de productivité constants, que l'emploi est le plus instable. Suivant la logique du darwinisme technologique, selon laquelle seules survivent les industries à forte concentration technique, les savoir-faire ne peuvent être que transitoires. Ils consistent à savoir utiliser de nouvelles machines, en attendant la prochaine restructuration, qui diminuera encore un peu plus la part de travail humain. Pilotée par l'État depuis les années 1960, l'informatisation de la production a été conçue pour réduire à la fois le nombre de travailleurs, mais aussi leurs prérogatives dans l'exercice de ce que l'on peut de moins en moins nommer un métier. Ce sont ces vagues successives de taylorisation qui ont rendu les emplois d'aujourd'hui vides de sens et les employés interchangeables. Au sein du capitalisme industriel, chaque emploi est, par nature, en sursis. Et tandis que la production matérielle est délocalisée vers les pays dits « en voie de développement », où se concentre ainsi le désastre écologique, chez nous, dans notre économie de services prétendument immatérielle, fleurissent des emplois de petits serviteurs : esclaves des cadences robotiques, domestiques des « services à la personne », petits soldats du management. La bataille sur le marché du travail et la surenchère des diplômés sont d'autant plus impitoyables aujourd'hui que les bonnes places, celles qui ménagent un peu d'autonomie et signifient encore un peu quelque chose, sont devenues rares.

Ainsi, même si les privatisations accélèrent ce processus, c'est avant tout à cause de la politique industrielle menée par l'État sur le long terme, de ses investissements à perte dans la recherche et les firmes nationales, que l'avenir de beaucoup d'entre nous prend la forme de licenciements successifs, de reconversion et de formation continue. Dans une économie fondée sur la croissance, c'est-à-dire sur le changement perpétuel, il est assez logique qu'on ait l'im-

pression d'avoir à courir de plus en plus vite pour rester au même endroit. Et si les craintes se cristallisent sur l'emploi, c'est que, faute de tout le reste, notre existence ne repose plus que là-dessus. Le salariat est devenu notre seul habitat. Au fond, nous le savons bien : pas plus que la précarité ne se résume à un contrat de travail à durée déterminée, l'habitat n'est réductible à la possession d'un trois-pièces en banlieue, proche gare et tous commerces. Habiter le monde, cela signifie pouvoir y trouver sa place, s'y situer. C'est avoir des occupations qui aient du sens ; des fréquentations et un lieu de vie qui ne sont pas tributaires d'un mouvement du CAC 40 qui vous obligera à déménager, à quitter ses collègues, son monde. C'est apprendre avec joie que Carrefour a fait faillite, parce qu'on sait cultiver un jardin et récupérer de l'eau de pluie, et que d'autres élèvent des bêtes ; savoir que la vie continuerait même si internet tombait en panne. Par contraste, la grande précarité est une dynamique propre au capitalisme industriel consistant à priver les individus de leurs moyens d'habiter le monde. Il est de plus en plus difficile d'y être, d'en être.

Après plusieurs décennies de prolétarisation, le système nous a dérobé les moyens de comprendre qui nous sommes, et ne nous laisse que très peu d'espoir de devenir quelqu'un. Pourtant, on continue – et c'est pour le moins gonflé – de nous répéter à l'envi que tout dépendra de la manière dont chacun prendra en main son avenir. C'est un problème de motivation, dit-on, presque une histoire de psychologie individuelle. De la part des conseillers ANPE, un tel discours n'est pas très étonnant : c'est la consigne. Mais il est assez désarmant de l'entendre formulé à peu près dans les mêmes termes pendant une grève des universités. En mai 2009, les enseignants se sont résolus à organiser les examens pour ne pas précariser un peu plus les étudiants déjà fragilisés par l'horreur économique. En faisant ce choix, ils ont fait de leur grève quelque chose de

virtuel: des enseignants qui ont continué d'être payés, des cours qui ont bien souvent eu lieu sous le nom « d'ateliers alternatifs », des rattrapages organisés au mois de juin, des examens à peu près classiques ouvrant sur des diplômes « non dévalués »... Les déblocages ont fleuri à la saison des examens et quinze semaines de grève des enseignants ont fini sous les crachats des tutelles ministérielles. Xavier Darcos avait promis qu'il serait sans pitié: « il n'y aura pas de masters ès blocages » et « la minorité gauchiste ne dictera pas sa loi ». Pourquoi les grévistes ont-ils ainsi plié sous l'insulte et obtempéré? Parce qu'ils voulaient prouver aux étudiants que quoiqu'il arrive, ils seront sélectionnés de manière habituelle. Deux autres possibilités existaient pourtant: la validation automatique du semestre avait la vertu d'affirmer fortement le caractère public et gratuit du savoir. Ne pas délivrer les diplômes aurait enrayé la machine universitaire et grippé la mécanique du recrutement salarié des diplômés. En refusant ces deux termes, ils ont souligné un fait déjà connu, mais qu'il est bon de rappeler à chaque génération: les savoirs universitaires ne relèvent pas d'une quelconque exception culturelle, ils sont subordonnés comme le reste à un impératif de sélection sociale: il faut faire le tri dans la plèbe des futurs employés spécialisés. En montrant que même à l'université, il était impossible de ralentir un tant soit peu la machine pour penser la situation, ils ont prouvé qu'aucun refuge contre la précarité n'était à espérer en amont du monde de la production. Continuons à lâcher les étudiants sur le champ de course, et parions sur les gagnants!

Demander plus d'argent et de postes et de meilleurs critères de sélection pour endiguer la précarité grandissante est illusoire. C'est aussi rigoureusement paradoxal: on ne peut pas lutter contre la précarité en s'inscrivant dans un système économique fondé sur la prolétarianisation généralisée, en acceptant ses prémisses. En demandant, par



exemple, un plan de relance, keynésien ou pas, qui permettrait que tout continue. Si les mouvements de contestation sont parfois l'occasion de poser des questions fondamentales, de se rencontrer et, pourquoi pas, de poser les jalons d'une action collective à plus long terme, cela impose de refuser les solutions toutes faites, les programmes alternatifs déjà calibrés pour les prochaines échéances électorales, et de se demander au nom de quoi il vaut la peine de se battre. Et en particulier: Pour quel enseignement? Pour quelle recherche? Le moins qu'on puisse dire, c'est que les représentants officiels du mouvement, type SLR-SLU, ne nous y aident guère. Il suffit de les écouter réclamer « un grand plan pluriannuel de recrutement » pour les chercheurs et « de l'emploi dans les services publics », assorti d'une « politique active d'orientation », pour comprendre que le cours actuel du monde ne leur paraît pas devoir être modifié. Ils vont même jusqu'à légitimer l'idée de « marché du travail » avec toutes ses évolutions récentes, expliquant que des formations « très générales » comme celles dispensées par l'université sont une « excellente préparation » à un marché « de plus en plus instable », etc.

\*

Il est encore plus insensé de vouloir lutter contre la précarité en exigeant des emplois de chercheurs. La dénonciation des situations et des traitements dégradants n'a de sens que si l'on s'interroge aussi sur le sens des activités de chacun. Or la science moderne, au travers de ses réalisations, est l'une des principales responsables de la situation présente. En répétant en toute bonne conscience leurs slogans contre la précarité, les chercheurs demandent à être protégés d'une situation qu'ils contribuent eux-mêmes à créer.

C'est justement la recherche en physique, en mathématique et en informatique financée par l'État depuis trente ans qui suscite et encourage la rationalisation des tâches industrielles. Si nombre de métiers de l'industrie ont été mesurés, calibrés de façon à pouvoir être transférés à des programmes informatiques ; si, de génération en génération, la marge de manœuvre des employés s'est réduite au point que leur tâche consiste désormais à suivre scrupuleusement les étapes d'un logiciel conçu pour leur « faciliter le travail », c'est grâce aux laboratoires de recherche fondés explicitement à ces fins dans les années 1960. Ainsi, l'Iria, qui deviendra l'Inria, l'Institut national de recherche en informatique et automatique, et les Comités de recherche en informatique (CRI) ont été créés pour favoriser des partenariats entre chercheurs du public et du privé. Le V<sup>e</sup> Plan (1966-1970) comportait des unités-pilotes qui rassemblaient des industriels chargés d'expliquer de quel type de recherches ils ont besoin, des spécialistes de l'automatique qui proposaient des modèles de simulation, ainsi que des constructeurs de systèmes. Il suffit de se pencher sur l'activité de n'importe quel laboratoire en « intelligence artificielle », pour comprendre l'orientation de ces recherches : développer le télé-enseignement pour faire faire des économies à l'Éducation nationale ; perfectionner les logiciels de traduction et de correction automatique ; jeter les bases d'une médecine à distance grâce aux puces à ADN, etc. Il semble que la révolution numérique, qui a eu raison de la photographie argentique, de dizaines de métiers de l'imprimerie et menace à présent l'existence même du livre papier et des libraires, est un facteur de précarisation sans commune mesure avec le « désengagement de l'État » dont on se désole. S'associer à des chercheurs en informatique, des physiciens et des économistes pour demander plus de postes, c'est s'assurer que l'État continuera de financer en priorité ces recherches-là, qui épousent parfaitement les contours du développement économique.

N'est-il pas ironique de voir aujourd'hui les chercheurs, ceux-là mêmes qui, en tant que corps de métier, ont toujours œuvré à mesurer l'activité des autres, à la soumettre à des critères de rentabilité, se révolter contre une quantification aveugle de leur propre activité? Au fil du processus d'industrialisation, la rationalisation des tâches a peu à peu remonté l'échelle sociale. Dans les années 1960, les ouvriers de la sidérurgie; dans les années 1970, ceux de l'automobile et de l'imprimerie; dans les années 1980, les employés de banque et des télécoms. Vingt ans plus tard, avec la création de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Aeres), c'est aux chercheurs que l'on inflige un grand audit destiné à rationaliser la production. Les faiseurs de prolétaires finalement prolétarisés. Les derniers artisans de la société industrielle, si fiers d'avoir parfois conservé une activité stimulante, de ne pas avoir trop de comptes à rendre, de fabriquer eux-mêmes leurs propres outils expérimentaux, les voilà soumis à des vérifications pointilleuses et absurdes, astreints à tant de publications par an. Voilà qu'on veut les amener à l'usine; ils s'en insurgent, après y avoir conduit tous les autres.

À mesure que les perspectives professionnelles offertes par la société s'amenuisaient, qu'on se savait condamnés à travailler sans plaisir et sans indépendance, sous la surveillance permanente de managers, de patrons, de commissions d'évaluation, les enfants de la bourgeoisie ou du mérite républicain ont accumulé les diplômes, de plus en plus de diplômes, pour se mettre à l'abri des réalités mesquines du marché du travail. Escalader le mât à mesure que le bateau prenait l'eau, pour ne pas être mouillé. Pour beaucoup, la recherche, c'était ça, une manière d'abri contre l'entreprise, ses finalités vulgaires, ses pressions. La contrepartie, c'était de travailler pour l'industrie, parfois directement, le plus souvent de loin en loin, une petite application en passant, mais toujours à distance des plati-

tudes mercantiles, dans une communauté de savoir « libre et autonome ». Désormais les chercheurs se retrouvent recroquevillés en équilibre en haut du mât, et l'eau monte... Il n'y a pas d'en-dehors, il n'y en a jamais eu. La science, elle aussi, repose sur une division des tâches poussée à l'extrême, sur la dissociation entre conscience morale et conscience professionnelle, sur les jeux de pouvoirs, etc. Aucun laboratoire n'échappe à ce qu'il faut désormais appeler des relations normales de travail, faites d'individualisme, de compétition acharnée, de productivisme, d'hypocrisie et d'arrivisme.

\*

La science moderne a pu, jusqu'à un certain point, contribuer à éclairer certains phénomènes physiques, chimiques et vitaux, fournissant des éléments pour améliorer l'existence humaine. Mais nous n'en sommes plus là. Poussés par les impératifs militaires, marchands, étatiques, les scientifiques ont abandonné toute modestie, toute prudence. C'est à la recherche publique que nous devons nos 58 centrales nucléaires, qui menacent de rendre des régions entières inhabitables pendant des centaines d'années. Apercevoir, à la faveur d'une manifestation universitaire, une troupe de physiciens du CEA en lutte contre la précarité, voilà qui devrait susciter quelques éclats de rire amers. Idem pour la recherche en agronomie, acteur de premier plan dans la pollution chimique des sols, dont les travaux sur les plantes génétiquement modifiées rendent tout projet d'auto-subsistance bien incertain.

« Est-ce qu'on va pouvoir vivre en 2050 si on n'a pas la maîtrise, par les transferts de gènes, des végétaux et des animaux ? », se demande gravement Louis-Marie Houdebine, directeur de recherche Inra, spécialisé en animaux transgéniques. Notre malheur est qu'il est devenu diffi-

cile de se moquer de ce genre de prétention à la maîtrise toute-puissante du vivant. Quand la fertilité par les moyens « naturels » est en chute libre, du fait de la toxicité de nos conditions de vie, les croisés de la Technoscience ne peuvent que se frotter les mains, puisque la simple reproduction des familles et de la société passe sous leur dépendance, d'eux et de leurs « innovations » plus ou moins terrifiantes : utérus artificiel, tri génétique des embryons, sperme de synthèse. Ce qui fait de la fécondation artificielle un créneau d'avenir, c'est que nous avons inventé un mode de vie qui ne permet plus aux êtres humains de se reproduire. Le bon sens voudrait qu'un constat aussi inquiétant, qui en dit long sur le type de richesse que nous avons accumulée, nous oblige, littéralement, à faire machine arrière. Au lieu de cela, la science se propose de transférer la reproduction humaine aux laboratoires, selon un mécanisme de fuite en avant désormais familier.

Le délire scientifique qui impulse les grandes « découvertes » récentes, et autres « innovations porteuses », ne peut échapper à personne, tant il prolifère sur les ondes, sur les écrans ou dans les colonnes des journaux. Pas plus que la lâcheté de la majorité des chercheurs en sciences humaines qui, au nom de la neutralité axiologique, éludent la réalité sociale dans leurs travaux. Les jeunes doctorants ne peuvent plus feindre d'ignorer tout cela : en défilant derrière des nucléaristes, des économistes ou des promoteurs du tout-génétique, en se faisant volontiers parrainer par l'Académie des sciences, qui nie farouchement la nocivité de l'amiante, des OGM et des radiations de Tchernobyl, ils se portent caution. La précarité des statuts, les mauvaises conditions de travail et les rémunérations indécentes en regard des efforts consentis pendant les études : rien ne peut justifier de mêler sa voix à celle des grands pontes de la Big Science. Dire avec eux « Sauvons la Recherche » est purement et simplement indécent au regard de son rôle dans la société actuelle.

\*

Alors oui, il y a vraiment de quoi s'inquiéter pour notre avenir commun, pour le moins précaire. Jamais nous n'avons été plus menacés par le chômage, la pénurie et les catastrophes écologiques. Et nous n'avons jamais été aussi vulnérables. Isolés les uns des autres, tributaires des circuits mondiaux de l'agroalimentaire, dépendants au plan affectif de machines qui deviendraient inutilisables au moindre black-out, et largement ignorants des processus naturels à l'œuvre autour de nous. Dans une telle situation, on peut bien sûr demander une prise en charge renforcée : exiger que l'État – ou l'Europe – finance des biotechnologies pour créer des espèces compatibles avec les substances cancérigènes ; qu'il paie des psychologues pour gérer la détresse suscitée par l'artificialisation croissante de la vie, et des sociologues pour accompagner une nécessaire évolution de nos critères de jugement. Qu'il s'efforce de restaurer le pouvoir d'achat et le plein-emploi en transformant ce qui reste d'activités gratuites en services commerciaux, et en continuant de saccager la nature. Qu'il construise suffisamment de centrales électriques, nucléaires ou autres, pour accompagner la prolifération de l'électronique personnelle ; distribue des bouteilles d'eau minérale en cas de pénurie d'eau potable. On peut même exiger que l'armée intervienne de plus en plus souvent pour nous protéger de nous-mêmes, des autres et des assauts imprévisibles d'une nature dérégulée. Et pourquoi, pour peu que le gouvernement ait la sagesse d'investir dans la recherche aérospatiale à long terme, ne pas se rassurer en envisageant un déménagement sur une autre planète ? Tout ce qu'il en coûte, c'est d'abandonner notre dignité. Bien au-delà du milieu universitaire, pour les générations qui arrivent aujourd'hui à l'âge adulte, le prix à payer pour avoir de quoi se nourrir, se vêtir et se loger, sans même parler d'aspirations plus éle-

vées, est simplement d'accepter sans mot dire l'absurdité des tâches, toutes les compromissions, ainsi que la collaboration, directe ou indirecte, au saccage et à la destruction. Le salaire de la peur, ça n'est jamais que la servitude. Que peuvent-ils faire, ceux qui n'en veulent pas ? Ceux qui n'entendent se satisfaire ni des miettes que cette société voudra bien leur laisser, ni du spectacle compensatoire de son dépérissement ?

Personne ne sait précisément ce qui va arriver dans les prochaines années. Mais dans toutes les couches de la société se propage l'intuition de plus en plus claire que nous parcourons en accéléré les derniers chapitres de la civilisation industrielle. Dans ces conditions, à moins de manger son chapeau, il n'y a rien à attendre des institutions et des groupes qui persistent à inscrire leur action dans l'optique d'une survie du capitalisme industriel. Le premier devoir de tout mouvement politique est donc de discréditer la posture gestionnaire, celle qui se prétend « raisonnable » alors qu'elle pose les problèmes dans les mêmes termes que l'oligarchie en place, qu'elle partage avec elle le même imaginaire, la même conception de la vie, la même déraison.

Il ne s'agit pas de gérer mais bien d'interrompre une machinerie de plus en plus folle. C'est d'ailleurs la principale légitimité des blocages en tout genre : interrompre ne serait-ce que temporairement le fonctionnement normal de ce monde est au fond bien plus pragmatique que les programmes de tous les gestionnaires « crédibles » du capitalisme et des mouvements sociaux. C'est l'une des rares façons de rompre avec l'état d'esprit et les conduites prescrits d'une façon de plus en plus autoritaire, afin, peut-être de se demander simplement où nous en sommes, et ce que nous pouvons faire. Mais sous les fracas de « l'histoire bataille » des affrontements, comment éviter de ne pas replonger comme en apnée entre deux mouvements

sociaux? Une des réussites des mobilisations sporadiques qui agitent depuis quelque temps les universités, et qui en réalité n'en font qu'un, pourrait résider dans la constitution d'un milieu engagé contre le fonctionnement normal de la recherche scientifique.

Pour nous, il faut avant tout lutter contre la grande précarité : dénouer les innombrables fils qui rendent notre existence tributaire de la machinerie industrielle et de la finance mondiale. Aider l'économie à s'effondrer, tout en se donnant les moyens de ne pas crever sous les décombres. Cela implique de constituer, patiemment, des milieux de vie où l'on puisse produire ses moyens de subsistance sans le concours de la grande industrie, et où émergent de nouveaux rapports humains, dégagés d'elle. Tourner le dos aux supermarchés ; renouer avec le principe des mutuelles, à échelle réduite, et inventer ou re-découvrir des systèmes de prêts ; cultiver des techniques et des connaissances compatibles avec un monde plus vivable. Autant de coups d'épingle qui font signe, chaque fois, vers une voie de sortie du capitalisme industriel, ouvrant des brèches locales dans l'universalisation de ses lois et de ses effets. À terme, s'appuyant sur des réalisations de ce genre, nous appelons de nos vœux la création d'un mouvement plus large, qui pourrait tirer parti de sa diversité en menant de front une reconquête des moyens de subsistance et une multiplication de guérillas locales contre l'industrie. En se tenant à l'écart de la politique politicienne, en multipliant les assemblées et les luttes autour de constats et de recherches bien concrets, nous pourrions tenter de nous soustraire à l'écrasement bureaucratique. En d'autres termes, tirant les leçons de la Résistance, tenter de « reconstruire un domaine public sans l'appareil officiel, où tout le travail qui compte dans les affaires du pays est effectué en actes et en paroles » (Hannah Arendt), là où il s'impose et par ceux qu'il concerne.



*Le salaire de la peur* est tiré du recueil de textes  
du Groupe Oblomoff  
*Un futur sans avenir,*  
*pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*  
publié aux éditions l'Échappée en septembre 2009.

Il a été mis en ligne une première fois sur le site  
Et vous n'avez encore rien vu :

<https://sniadecki.wordpress.com/2015/12/01/oblomoff-salaire/#more-2206>

*Les Amis de Bartleby*, mai 2016  
[lesamisdebartleby.wordpress.com](http://lesamisdebartleby.wordpress.com)